



Votre député

Jean-Patrick GILLE

[Engagé pour Tours,
Député pour tous]

Janvier 2011 / www.jean-patrick-gille.fr

N°4

l'action de votre député de A à Z en 2010



Invitation vœux 2011

Jeudi 27 janvier à 18h00

Espace Tonnellé

Présentation des vœux aux Tourangelles et aux Tourangeaux



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

L'Année 2010 restera marquée par les conséquences économiques et sociales de la crise financière. Hélas, le temps de la sortie de crise n'est pas encore venu : chômage persistant, dette et déficits publics explosifs, les clignotants économiques sont au rouge.

D'autant plus que le gouvernement utilise le prétexte de la dette – qu'il a lui-même creusée en multipliant les cadeaux pour les plus aisés, les exonérations et les niches fiscales – pour justifier la déconstruction de notre modèle social et le démantèlement des services publics.

Pour ceux qui n'ont pas la chance de détenir un capital conséquent, le régime sec est de rigueur. Sur les retraites, l'emploi, les salaires, l'immigration, le gouvernement mène une politique dure, porteuse d'inégalités, refusant d'écouter les cris des Français dans la rue, tout comme les propositions de l'opposition au sein de l'Assemblée.

Le remaniement de la fin d'année ne trompe personne : loin de répondre aux attentes des citoyens en faveur d'une politique plus sociale, Nicolas Sarkozy a mis sur pied une équipe de campagne pour 2012.

C'est faire peu de cas du sort des Français qui se préoccupent avant tout de leur travail, de l'éducation de leurs enfants, de leur santé, de leur logement et de l'environnement dans lequel ils vivent. C'est de ces sujets majeurs et de mon activité dans ces domaines que j'ai choisi de vous rendre compte sous la forme d'un abécédaire. Certes partiel, mais son objet est de vous exposer avec clarté et synthèse mon action de parlementaire ainsi que les positions que j'ai défendues à l'Assemblée, car ce qui s'y débat nous concerne tous.

Des débats justement que je souhaite aussi relayer à Tours en invitant des personnalités publiques, et ceci afin de vous associer au travail législatif, comme je m'y étais engagé en 2007. Ainsi, Manuel Valls, député maire d'Evry, est venu échanger sur le pouvoir et l'espoir en politique; Pierre-Alain Muet, député et ex-conseiller économique de Lionel Jospin, sur la réforme fiscale; en début d'année, ce sera Alain Claeys, président de la commission spéciale sur la bioéthique sur ce sujet. Je vous invite tous à participer à ces rencontres-débats.

Je vous souhaite une bonne lecture et vous présente, ainsi qu'à vos proches,

mes meilleurs vœux pour 2011



Jean-Patrick GILLE
Député d'Indre-et-Loire

ABCédaire

Aide à domicile

Jean-Patrick GILLE

Journal du député de la première circonscription d'Indre-et-Loire
45, avenue de Grammont
37000 Tours

- Tél : 02 47 20 25 28
- Fax : 02 47 20 25 29
- Mail : jpgille@assemblee-nationale.fr

- Directeur de la publication : Jean-Patrick Gille
- Rédaction : équipe parlementaire
- Réalisation graphique : *Kabilai*
- Impression : Vincent Imprimeries



L'allongement de la durée de vie pose comme enjeu majeur la question de l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie. Non seulement il faut prendre en charge un nombre plus important de personnes mais il faut également garantir la qualité de l'aide apportée.

Or, depuis plusieurs mois, une centaine d'associations d'aide à domicile menace de déposer le bilan. Les décisions récentes du gouvernement (dont la suppression de l'exonération de cotisations sociales) tendent à précipiter les difficultés du secteur.

Aussi, après avoir rencontré les associations tourangelles (Assad, Admr), j'ai interpellé dès le mois de mars le ministre du travail sur la nécessité de revoir le système de financement de l'aide et des soins à domicile ainsi que de créer un fonds d'urgence pour que les structures en crise puissent retrouver l'équilibre financier. Aucune réponse n'a été apportée. Le 9 décembre dernier, j'ai donc de nouveau interrogé le gouvernement dans l'hémicycle car les associations exsangues financièrement ne pourront répondre au grand enjeu de la dépendance. ■

j'ai interpellé le ministre du travail sur la refonte du système de financement de l'aide et des soins à domicile...

Bioéthique

Dans le cadre de la révision des lois de bioéthique, j'ai été désigné au sein de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi du gouvernement. Au programme : assistance médicale à la procréation, mères porteuses, levée de l'anonymat du don de gamètes, autorisation de la recherche sur l'embryon et les cellules souches. Sur ces sujets difficiles et qui échappent aux clivages partisans, je défendrai les principes d'anonymat et de gratuité des dons et l'intérêt supérieur de l'enfant conformément à la convention internationale des droits de l'enfant. ■

CFA



Inauguration du CFA avec François Bonneau, président de la Région.

Les 1 400 étudiants du Centre de Formation des Apprentis des Douets bénéficient de conditions d'études idéales sur leur site rénové en véritable « campus des métiers ». Dernière concrétisation en date, le bâtiment des ascensoristes, que j'ai inauguré en tant que président le 3 décembre dernier (photo) et qui fait du CFA de Tours Nord le plus grand pôle de formation d'ascensoristes de France, notamment grâce au soutien financier de la région. L'apprentissage sera en ce début d'année au cœur des propositions pour l'emploi des jeunes. M'appuyant sur l'expérience du CFA de Tours, je m'investirai dans ce débat. ■

Conférence de presse pour dénoncer la réforme avec C. Roiron, J. Germain, J.-J. Filleul.



Collectivités locales

La réforme des collectivités locales suscite nombre d'inquiétudes. Cette loi signe une remise en cause de la décentralisation en affaiblissant les collectivités, proches des citoyens.

Avec la disparition de la taxe professionnelle et le gel des dotations de l'État aux collectivités, ces dernières sont privées de leur autonomie financière et ne pourront donc plus mener à bien toutes leurs actions publiques. A moins d'augmenter leurs impôts... Et c'est ainsi que la droite aura beau jeu de les accuser d'être dépensières et irresponsables ! (Alors que contrairement à l'État, elles présentent chaque année un budget à l'équilibre). Cette

stratégie masque le vrai sujet qui est de définir clairement quelles sont les compétences de chaque collectivité et de quelles ressources (notamment fiscales) elles disposent pour les mettre en œuvre.

Enfin, la création du conseiller territorial, élu hybride mal défini qui siègera à la fois au conseil régional et général, est une stratégie électorale de la droite pour reprendre la main sur les régions. Elle implique aussi l'institutionnalisation du cumul des mandats et porte atteinte à la parité. ■

Démocratie sociale

Le moins que l'on puisse dire est que la droite au pouvoir manie la négociation sociale avec parcimonie, que ce soit sur la réforme des retraites ou sur les questions d'emploi. Alors quand il s'agit de l'étendre aux « Très Petites Entreprises », un vent de fronde se lève. C'est ce qui s'est passé à l'Assemblée en juillet où, orateur du groupe socialiste, je me suis retrouvé à soutenir le projet de loi sur la démocratie sociale dans les TPE, tandis que sur la pression du Medef, la majorité UMP le torpillait.

L'objet de la loi était pourtant essentiel : mesurer l'audience des organisations syndicales dans les entreprises de moins de onze salariés. Un premier pas qui, je le souhaite, devrait nous amener bientôt vers une représentation effective des salariés. Le débat m'a aussi permis de poser la question de la représentativité patronale, caractérisée par un poids démesuré du Medef au détriment du patronat de l'artisanat et de l'économie sociale. ■

École de la 2^{ème} chance

L'école de la deuxième chance de Tours dont je suis le président accède enfin à la notoriété qu'elle mérite : cette année, grâce à sa pédagogie et à son partenariat avec des entreprises, près de 200 jeunes de moins de 30 ans, sans qualification ni emploi, ont retrouvé confiance en eux. Un succès confirmé par l'extension au Chinonais et au Lochois, permise par une participation de l'État dans le cadre du plan de relance. ■



Visite du préfet à l'E2C.

Famille

Secrétaire national du PS à la famille, j'ai défendu à l'Assemblée une loi améliorant les congés maternité et paternité afin de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle, et de favoriser l'égalité des tâches entre les hommes et les femmes.

Je défends l'existence de la Défenseure des enfants et la reconnaissance de toutes les familles.

Je m'oppose fermement à l'idée de dépistage de signes précurseurs de la délinquance dès la petite enfance, comme je me suis tout autant opposé à la suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire. Je suis d'ailleurs longuement intervenu en séance pour dénoncer ce qui s'apparente à une double peine, car la mesure prive de ressources des familles souvent monoparentales et précaires. Il faut au contraire favoriser l'implication des parents dans l'école, réformer le système d'orientation et repenser certains enseignements pour que les élèves ne décrochent pas.

Localement, je soutiens le travail des professionnels, j'ai notamment visité la CAF Touraine, la maison des droits de l'enfant et participé à l'inauguration des nouveaux locaux de l'UDAF à Chambray-Lès-Tours (photo). ■



Immigration

Entre les expulsions des camps roms l'été dernier et le projet de loi « immigration, intégration et nationalité » en septembre qui restreint les droits des étrangers et brandit comme arme la déchéance de la nationalité, Nicolas Sarkozy a joué la carte de la surenchère sécuritaire à des fins électorales, alors que réviser notre politique migratoire supposerait de le faire dans le sens d'une politique plus humaine et responsable, sans céder aux sirènes populistes ou angéliques.

Je me suis indigné contre l'expulsion des enfants roms et leur amalgame par le gouvernement comme délinquants. Membre du collectif « Rom-Europe », j'estime au contraire que si nous poussions à leur scolarisation, leur intégration n'en serait que meilleure.

Sur le projet de loi immigration, j'ai discuté de son contenu dangereux avec des associations tourangelles (photo), puis je suis intervenu à l'Assemblée pour défendre l'aide médicale aux étrangers que le gouvernement prévoyait de restreindre.

Mener une politique d'immigration juste et humaine est possible...

Mener une politique d'immigration juste et humaine est possible : en régularisant ceux qui travaillent, en cessant d'entraver l'action de solidarité des associations, en mettant fin aux situations absurdes et en aidant les pays d'émigration à proposer de meilleures conditions de vie à leurs habitants de telle sorte qu'il y ait moins de candidats au départ. ■



Karachi

De l'affaire Bettencourt à celle de Karachi, à chaque fois le financement illégal des partis de droite est en cause. Pour que lumière soit faite sur le drame de Karachi, je soutiens la demande de réouverture d'une commission d'enquête sur l'existence de rétrocommissions sur les ventes d'armes menées par le gouvernement Balladur. ■

Logement



■ Le droit à un logement digne pour tous demeure un mirage. En témoignent les difficultés rencontrées par les associations assurant l'hébergement d'urgence telles que l'Entraide ouvrière à qui les crédits ne parviennent qu'au compte-gouttes. J'ai écrit au Secrétaire d'État au logement pour que l'État respecte son obligation de financer cet accueil. Résultat : des crédits ont bien été débloqués, mais la question est encore loin d'être réglée.

■ Alerté par la Confédération Syndicale des Familles, je suis monté au créneau pour exiger le retrait immédiat d'un projet gouvernemental prévoyant de taxer les loyers du parc HLM à hauteur de 80 euros par an et par locataire. Avec cette ponction, l'État demande aux locataires les plus modestes de contribuer – à sa place – au financement du logement abordable en France. Les différents offices HLM de l'agglomération et Tour(s)Plus vont devoir résoudre une équation impossible : comment construire plus avec moins de financement ? ■

Maison d'arrêt

Pour la 3^{ème} fois depuis 2007, je me suis rendu à la maison d'arrêt de Tours en avril, à l'invitation des associations bénévoles intervenant auprès des détenus et de leurs proches (Genepi, Cimade et Comité d'Aide aux Détenus). J'y ai constaté que la surpopulation carcérale restait toujours aussi problématique (jusqu'à 300 détenus pour les 144 places prévues), que des actes de violences entre détenus se multipliaient et que le manque de surveillants était criant. Parce que les travaux annoncés en début d'année et les très faibles renforts accordés en personnel ne sont pas à la hauteur de l'enjeu, j'ai de nouveau sollicité le réexamen de la situation de la Maison d'arrêt de Tours auprès de la Garde des Sceaux.

Avec d'autres députés socialistes, j'ai soumis à l'Assemblée nationale une proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de prévention de la surpopulation pénitentiaire. Notre volonté était de favoriser des sorties de prison mieux préparées, des conditions de détention plus dignes. Mais faute du soutien du gouvernement et de sa majorité, notre texte n'a pas été adopté. ■

...j'ai soumis à l'Assemblée nationale une proposition de loi visant à instaurer un mécanisme de prévention de la surpopulation pénitentiaire.



Formation Professionnelle

Avec le député UMP Gérard Cherpion qui était le rapporteur de la loi sur l'orientation et la formation professionnelle de 2009, nous présenterons prochainement le rapport d'application de cette loi. Au bout de deux mois passés à interroger les acteurs directement concernés par la réforme, nous avons pu dresser le bilan de sa mise en pratique. Étant membre du Conseil National de la Formation Professionnelle Tout au Long de la Vie (CNFPTLV), j'ai également suivi la rédaction et la publication des décrets d'application, que le gouvernement tarde à sortir. Un an après, les craintes que j'avais pu formuler sur la volonté du gouvernement de démanteler l'AFPA se sont malheureusement confirmées. Enfin, les objectifs initiaux de simplifier le système, d'améliorer les dispositifs d'orientation et de faciliter l'accès à la formation des publics qui en ont le plus besoin me semblent loin d'être remplis. ■

Grenelle 2

Malheureusement, avec le vote de ce second volet (rejeté par les socialistes), les ambitions environnementales affichées dans le Grenelle 1 sont passées à la trappe : aucune mesure forte pour le développement de l'agriculture biologique; recul sur l'étiquetage environnemental; mesures pour protéger la biodiversité ni contraignantes, ni financées; report de l'éco-taxe poids-lourds après 2012; manque de mesures pour lutter contre la précarité énergétique; abandon de l'objectif de 23 % d'énergies renouvelables...

Face à ces reculs (ajoutons le détachement du pôle énergie du ministère de l'environnement pour l'industrie), je prône une marche en avant vers l'écologie autour de 5 axes clés : énergie verte; fiscalité écologique; modes écologiques de production et de consommation (ex: voiture propre); villes nature (éco quartiers et développement des transports collectifs, rénovation des logements); biodiversité protégée. ■

Missions locales



Président de l'Union nationale des missions locales, j'ai organisé les 28 et 29 octobre à Tours les 1^{ères} journées nationales des missions locales, réunissant ses acteurs, les élus, et les intervenants, soit près de 700 personnes. Au moment où l'on

annonce un Grenelle de la jeunesse, les professionnels de terrain qui suivent chaque année 1,2 million de jeunes de 16 à 25 ans galèrent après leur sortie d'école, avaient à cœur d'exprimer leurs constats et attentes. D'une part que l'on conforte le rôle des missions locales (qui ont largement démontré leur efficacité comme l'a souligné Martin Hirsch, président de l'agence du service civique), et d'autre part que l'on fasse enfin confiance aux jeunes, en leur donnant les moyens de s'insérer professionnellement et socialement. Ces derniers, venus témoigner, ont confirmé leur besoin d'être mieux guidés, suivis, et de bénéficier d'un référent à leur sortie du système scolaire pour accéder enfin à l'autonomie.

Afin d'optimiser l'action du réseau des missions locales, un institut de recherches Bertrand Schwartz va être créé. ■



Nucléaire

Ne pas baisser les bras et continuer le combat... Voilà le message entendu lors de l'assemblée générale de l'association des vétérans des essais nucléaires 37 qui s'est tenue en avril à Tours. Suivant depuis trois ans le dossier, j'ai mis en garde contre les reculs sur la loi de reconnaissance et d'indemnisation des essais nucléaires, et je poursuis mon travail au côté des associations de vétérans pour faire valoir leurs droits. ■

Petite enfance

Investir dans la petite enfance serait la première étape indispensable pour conduire une véritable politique de la famille et de la jeunesse, complètement délaissées par le gouvernement actuel (qui a d'ailleurs supprimé le ministère de la famille). Actuellement, les places en crèches sont insuffisantes; le gouvernement promet de créer 200000 places (ce qui est encore loin des besoins des parents), mais pour y parvenir, il fait le choix de la quantité au détriment de la qualité.

En autorisant l'accueil d'enfants en surnombre et en diminuant le nombre d'adultes qualifiés auprès des petits, le gouvernement délaie tout projet éducatif. Cette tendance à brader notre modèle d'accueil de la petite enfance, qui a mis dans la rue les professionnels et le collectif « Pas de

bébés à la consigne », se retrouve aussi dans la création des jardins d'éveil et

C'est pourquoi je défends résolument l'idée d'un service public de la petite enfance...

des maisons d'assistants maternels où n'est prévu aucun personnel d'encadrement. Lors de ma visite à la crèche « la Ribambelle » de Tours (photo), les professionnels m'ont pourtant confirmé la nécessité de se doter, même dans les mini-structures, de personnels d'encadrement qualifiés garants du projet éducatif de la structure.

C'est pourquoi je défends résolument l'idée d'un service public de la petite enfance, avec une compétence générale confiée aux communes, échelon local le plus proche des habitants. ■



Retraites

Ce devait être « La réforme du quinquennat de Sarkozy », ce fut La mobilisation sociale de cette année. Pas moins de 8 manifestations ont signé le mécontentement des Français devant cette réforme injuste. Injuste car elle fait porter l'effort à 90% sur les salariés. En repoussant l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, en repoussant surtout la retraite à taux plein à 67 ans, le gouvernement ampute sérieusement les pensions des futurs retraités, ceux qui ont commencé à travailler jeune, les métiers pénibles, les précaires et les salariés modestes. Une réforme de surcroît à court terme car le financement des retraites n'est pas du tout assuré. Les socialistes ont eux proposé de taxer les revenus du capital et ceux exonérés de cotisations sociales. Ce qui rapporterait 25 milliards d'euros en 2025 soit plus de la moitié de la somme nécessaire pour assurer l'équilibre du système !

Des propositions qui n'ont jamais été prises en compte par le gouvernement. Le climat dans lequel a été voté cette loi a en effet marqué les esprits. Absence totale de négociation avec les syndicats au préalable, puis refus de débat sur le fond avec l'opposition politique. Le comble ayant été atteint lors des explications de vote des députés socialistes, censurées par le président de l'Assemblée.

J'ai ainsi été empêché de défendre l'idée de mener une politique de relance de l'emploi comme préalable à la réforme des retraites. Une nécessité en premier lieu envers ceux qui sont rejetés de ce marché : les « séniors » et les jeunes. La politique menée actuellement est tout sauf un encouragement à l'embauche des jeunes : l'exonération des heures supplémentaires coûte 3 milliards d'euros et les prive de 90000 emplois; l'encouragement du cumul emploi retraite les prive de 240000 emplois; enfin, le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite les a privés en 3 ans de 100000 entrées !

Mettre fin à cette politique dévastatrice permettrait à 400000 jeunes de trouver un emploi stable et d'améliorer les comptes sociaux. ■

Santé

Garantir l'accès aux soins pour tous représente un combat de chaque instant. La loi de finances de la sécurité sociale 2011 apporte son lot de remboursements supplémentaires et une augmentation du forfait hospitalier. Nombreux sont les Tourangeaux qui me font part de leur renoncement à des soins faute de moyens financiers, ce qui m'est intolérable.

Les professionnels de santé à Tours sont aussi sur leurs gardes. Les médecins de proximité comme les personnels du Centre Hospitalier Universitaire (ces derniers très présents dans les manifestations) s'inquiètent des moyens alloués à l'hôpital et des conditions d'exercice de leur métier. J'ai également soutenu les infirmiers et masseurs-kinésithérapeutes en cosignant une proposition de loi tendant à supprimer l'obligation pour ceux exerçant à titre salarié de s'inscrire aux ordres professionnels.

Enfin, parce que la prévention demeure prioritaire, j'organise depuis trois ans avec mon suppléant, J-F. Dailloux, en collaboration avec le Conseil général et la Ville, des rencontres entre les partenaires de santé et les élus du département. Le thème 2010 a porté sur les consommations de drogues. ■



Services publics

25 des 27 États européens ont soumis le texte de transposition de la directive services devant leur Parlement. Leur but : l'encadrer. En France rien de tel, le gouvernement préfère se passer de débat et laisser nos services sociaux se marchandiser à petit feu.

C'est pour éviter cette dérive que j'ai déposé et défendu fin janvier devant l'Assemblée nationale une proposition de loi visant à protéger les services sociaux, en les excluant de cette directive. C'est le cas de la santé, de l'aide aux personnes âgées et handicapées, et de la petite enfance. D'autre part, je proposais de garantir pour les collectivités territoriales le financement qu'elles accordent aux services sociaux. Sans surprise, le gouvernement a rejeté cette loi pourtant nécessaire. ■



Travail / emploi

Responsable pour le groupe socialiste du budget travail emploi 2011, j'ai défendu de nombreux amendements sur l'Afpa, les missions locales, les contrats de transitions professionnelles, les contrats aidés,... afin de protéger les emplois les plus menacés. J'ai également soutenu localement le secteur de l'insertion par l'économie et demandé au gouvernement la création d'une mission d'information chargée d'étudier la situation à Pôle Emploi, car dans un contexte de hausse du chômage, sont annoncées 1 800 suppressions de postes ! Il faut de toute urgence rétablir et renforcer les crédits de Pôle emploi, donner aux salariés les moyens et le temps d'effectuer leur travail pour que le service rendu aux usagers s'améliore. ■

Avec son président, Loïc Vaillant, pour les 40 ans de l'université.



Université

L'université François Rabelais de Tours, qui a fêté ses 40 ans d'existence, accueille 23000 étudiants et fourmille de projets. La constitution avec Orléans d'un PRES (Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur) lui permet de mener des projets communs comme celui d'un futur pôle entrepreneuriat étudiant, destiné à mieux ancrer l'université dans le monde économique.

Je soutiens la candidature de l'université de Tours au grand emprunt pour ses projets d'avenir dans les sciences, la médecine ainsi que les sciences humaines (Centre d'études supérieures de la Renaissance et IEHCA).

Avec l'inscription au patrimoine mondial du « repas gastronomique français », l'Institut Européen d'Histoire et des Cultures de l'Alimentation ambitionne de créer une chaire UNESCO « sauvegarde et valorisation des patrimoines culturels alimentaires »; elle placerait Tours au centre d'un réseau international destiné à étudier les différents patrimoines alimentaires. ■

Je soutiens la candidature de l'université de Tours au grand Emprunt...

Voyages (gens du)

Je viens de déposer avec mes collègues lyonnais, P-A. Muet et J-L.Touraine, une proposition de loi visant à supprimer le livret de circulation qui régit les déplacements des gens du voyage. Son but est de mettre fin à ce fichage discriminatoire. ■

W www.jean-patrick-gille.fr

Retrouvez sur mon site internet plus d'infos et d'actualités.

Xénophobie

Trois fois dans l'année, le gouvernement a tenté de faire diversion en lançant des débats controversés sur l'identité nationale, les femmes voilées et les Roms. Leur but : cristalliser la peur de l'étranger.

Je me suis abstenu sur le vote de la loi interdisant le voile intégral dans l'espace public car cette mesure, obscure dans son application, ne répond pas à la question : pourquoi des jeunes femmes en viennent à s'imposer une contrainte contraire aux valeurs de notre société ? En les stigmatisant, la loi risque de les isoler encore un peu plus. Il faut, au contraire, les rapprocher de nos valeurs républicaines par le dialogue et un travail de pédagogie pour réaffirmer à chaque instant la laïcité. ■

Zapping

Clap de fin. Ces quelques arrêts sur images 2010 évoquent le zapping médiatique. Des coups de projecteurs rapides et partiels qui finissent par masquer les logiques de fond qui sont à l'œuvre. Le temps politique s'accorde mal avec la vitesse des médias.

Légiférer nécessite durée, technicité et suivi des dossiers, tandis que les médias déroulent l'actualité selon des exigences d'immédiateté et de rapidité. Trouver un équilibre entre ces deux exercices, voilà ce que j'ai tenté pour rendre compte de mon activité en 2010. ■

Quelques images de l'année 2010

Cérémonie
du 18 juin



Soutien aux parents
d'élèves de l'école
St Exupéry de
Tours Nord, avec
Frédéric Thomas

Conférence /
débat sur les
impôts avec
P-A. Muet



Maison du tramway



Parlement
des enfants,
école Claude
bernard



13 juillet, défilé militaire
place Jean-Jaures



Inauguration du Local
de Touraine Alzheimer



Soutien aux
familles à la
rue devant
la préfecture



Paris / Tours

Un an en chiffres...

Mes interventions à l'Assemblée :

914 amendements déposés

115 interventions dans l'hémicycle sur
les retraites, l'emploi, l'éducation...

61 questions écrites sur : l'augmentation
du coût de l'électricité et du gaz,
la CAF de Tours,...

46 interventions en commission

5 propositions de loi déposées

3 questions orales au gouvernement
sur l'aide à domicile, l'emploi des jeunes
et la politique de la petite enfance

3 rapports parlementaires sur la
« transposition de la directive services
et la protection des services sociaux
d'intérêt général » sur « l'application
de la loi relative à l'orientation et à la
formation professionnelle » et sur la
« flexisécurité »

Financements pour Tours :

Comme député, j'ai pu obtenir de la part de l'État
des financements afin de soutenir des projets
locaux. Ainsi pour l'année 2010, j'ai soutenu
des investissements de proximité :

- Un lieu d'accueil parents-enfants au centre social
Giraudeau-Maryse Bastié
- Une ludothèque spécialisée avec l'association
Entraide handicap naissance 37
- Le bar associatif du centre social Samira
- Ainsi que le Planning familial et l'association
Chrétiens Migrants

Pour me rencontrer ou prendre rendez-vous :

Téléphone : 02 47 20 25 28

Télécopie : 02 47 20 25 29

Mail : jpgille@assemblee-nationale.fr

Permanence parlementaire :

45, avenue de Grammont, 37 000 Tours

■ Ouverte du lundi au vendredi
de 9h à 12h et de 14h à 17h

■ Le samedi matin sur rendez-vous.

■ Permanences dans les quartiers :
samedi 8/01 au centre de vie du Sanitas
samedi 5/02 mairie de quartier des Fontaines
samedi 5/03 mairie de Ste Radegonde

Crédit photo : D. Michenaud